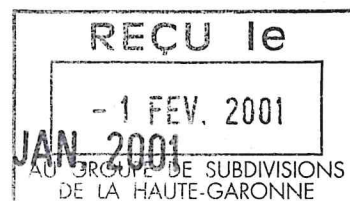


PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Toulouse, le 29



**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'Aménagement de
l'Espace et du Cadre de Vie
☎ : 05.34.45.39.82

BORDEREAU D'ENVOI

à :

Monsieur le Directeur régional de l'industrie de la recherche
et de l'environnement
Inspecteur des installations classées

OBJET DE L'AFFAIRE

Installation classée

--

C.G.E.

2, chemin des Daturas à
TOULOUSE

--

Incinérateur de boues

DESIGNATION	Nombre de pièces
Arrêté préfectoral en date du 19 JAN. 2001 Transmis pour application en ce qui vous concerne	

Reçu les pièces énoncées ci-dessus.

A Toulouse, le

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,



J.-M. TOMASINI

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'Aménagement de
l'Espace et du Cadre de Vie
Réf : DACI/BAE/SV/MB/n°
Cod : ENV/APIC/Arapic/ar4

N° 0 1 1

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU le code de l'environnement ,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code pénal ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée par la C.G.E. (Compagnie Générale des Eaux) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter 2, chemin des Daturas à TOULOUSE une unité d'incinération des boues issues de la station de dépollution de Ginestous ;

VU les plans annexés à la demande ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 7 juin 2000 au 21 juillet 2000 par M. Hervé TEYCHENE, commissaire enquêteur désigné à cet effet par le président du tribunal administratif de Toulouse;

VU l'avis émis par le conseil municipal de TOULOUSE, le 29 juin 2000 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de BLAGNAC, le 28 juin 2000 ;

VU les avis émis par le Directeur départemental de l'équipement les 22 juin et 28 juillet 2000;

VU l'avis émis par le Directeur départemental des services d'incendie et de secours le 23 juin 2000 ;

VU l'avis émis par le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt le 7 juillet 2000 ;

VU l'avis émis par le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales le 11 juillet 2000 ;

Le Directeur régional de l'environnement et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle consultés ;

VU l'avis émis par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) de l'établissement ;

VU l'avis émis par le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le 23 novembre 2000 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 12 décembre 2000;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le dispositif de traitement des effluents gazeux issus de l'incinération des boues, permettent de limiter l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement et la santé des populations ;

VU la lettre de la C.G.E. en date du 5 janvier 2001 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

A R R E T E

ARTICLE 1er – La Société « Compagnie Générale des Eaux ». est autorisée sous réserve des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à TOULOUSE – 2, chemin des Daturas, une unité d'incinération des boues de l'usine de dépollution de TOULOUSE-GINESTOUS composée de deux lignes de fours à lit fluidisé de capacité unitaire de 7 000 tonnes de matières sèches par an et de deux lignes de traitement de fumées.

Ces installations sont visées de la façon suivante par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de la rubrique	Désignation	Observation technique	Classement de l'activité
322.B	Incinération des résidus urbains	Deux lignes d'incinération de boues d'épuration, capacité 0,9 t de matières sèches par heure et par ligne. Capacité : 8000 tonnes/an de matières sèches en situation normale. 14 000 tonnes de matières sèches en situation exceptionnelle (1).	Autorisation
1450.2.a)	Solides facilement inflammables. Emploi ou stockage : quantité supérieure ou égale à 1 tonne	Stockage de charbon actif en silo pour le traitement des fumées. Capacité 10 m ³ = 3 tonnes	Autorisation

(1) dans les conditions définies à l'article 8.2 des prescriptions techniques ci-annexées.

ARTICLE 2 – L'exploitant est tenu de transmettre au Préfet, **avant le 1^{er} mars 2001**, une étude détaillée relative à la remise en état du site après exploitation.

Cette étude devra faire l'objet d'une présentation aux membres de la C.L.I.S. (Commission locale d'information et de surveillance) de TOULOUSE-GINESTOUS et être maintenue à la disposition du public, à la mairie de TOULOUSE, pendant **au moins deux mois**.

ARTICLE 3 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 4 - Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions du titre III du livre II du code du travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris pour son application.

ARTICLE 5 - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 6 - Tout transfert d'une installation soumise à autorisation nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 7- L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 8 - Le pétitionnaire sera tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 9- Le pétitionnaire devra se conformer aux lois et règlements en vigueur sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 10- Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de TOULOUSE (Service des Affaires Juridiques) ainsi qu'à la mairie BLAGNAC pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 11- Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de le consulter sur place. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 12- Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 13- Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 14 - La présente autorisation ne dispense pas le titulaire de toutes autres autorisations exigées par la législation en vigueur, notamment du permis de construire prévu par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 15 – Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au Préfet, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à L 511-1 du code de l'environnement, et doit comprendre notamment :

- ☐ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- ☐ la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- ☐ l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site,
- ☐ en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact subsistant du site sur son environnement,
- ☐ en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

ARTICLE 16 - Délai et voie de recours.


Le demandeur ou l'exploitant disposent d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'ils le souhaitent, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 17 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Maire de TOULOUSE,
Le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement inspecteur des installations classées,
Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 19 JAN. 2001

Le Préfet


Hubert FOURNIER

SOMMAIRE

Société COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

1. GENERALITES	1
1.1. Accidents ou incidents	1
1.2. Contrôles et analyses	1
1.3. Enregistrements, rapports de contrôle et registres	1
1.4. Réserves de produits et de matières consommables	1
1.5. Consignes	1
1.6. Contrôles inopinés	1
1.7. Intégration dans le paysage	1
2. POLLUTION DE L'EAU	2
2.1. Prélèvement d'eau	2
2.2. Collecte des effluents aqueux	2
2.3. Traitement des effluents aqueux	2
2.4. Rejets des effluents aqueux	2
2.5. Surveillance des rejets	3
2.6. Surveillance des eaux souterraines	3
2.7. Prévention des pollutions accidentelles	3
3. POLLUTION ATMOSPHERIQUE	4
3.1. Généralités	4
3.2. Pollutions accidentelles	5
3.3. Installations de traitement	5
3.4. Cheminées	5
3.5. Valeurs limites de rejets	5
3.6. Contrôles à l'émission	6
3.7. Contrôles dans l'environnement	6
4. DECHETS PRODUITS	7
4.1. Cadre législatif	7

4.2.	Procédure de gestion des déchets	7
4.3.	Récupération - Recyclage - Valorisation	7
4.4.	Transport	7
4.5.	Elimination des déchets produits	7
4.6.	dossier d'information du public	8
5.	PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS	8
5.1.	Construction et exploitation	8
5.2.	Véhicules et engins	9
5.3.	Appareils de communication	9
5.4.	Niveaux acoustiques	9
5.5.	Contrôles	9
6.	SECURITE	9
6.1.	Dispositions générales	9
6.2.	Accès, voies et aires de circulation	9
6.3.	Conception et aménagement des bâtiments et installations	10
6.4.	Exploitation	11
6.5.	Moyens de secours et d'intervention	12
6.6.	Zones de sécurité	13
7.	STOCKAGE ET EMPLOI DE CHARBON ACTIF	15
8.	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'UNITE D'INCINERATION	16
8.1.	Déchets admissibles et provenance	16
8.2.	Capacite de traitement	16
8.3.	Registres	16
8.4.	Introduction des déchets	16
8.5.	Incinération des déchets	17
8.6.	Résidus de l'incinération des déchets	18
8.7.	Mise en service de l'incinérateur	18

TITRE I

N° 011

PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A TOUTES LES ACTIVITES DU SITE

1. GENERALITES

1.1. ACCIDENTS OU INCIDENTS

Un compte rendu écrit de tout accident ou incident est conservé sous une forme adaptée.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.2. CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

1.3. ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTROLE ET REGISTRES

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

1.4. RESERVES DE PRODUITS ET DE MATIERES CONSOMMABLES

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

1.5. CONSIGNES

Les consignes prévues par le présent arrêté sont tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

1.6. CONTROLES INOPINES

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

1.7. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'intégration du site dans l'environnement et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

2. POLLUTION DE L'EAU

2.1. PRELEVEMENT D'EAU

2.1.1. Prélèvement d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

La quantité maximale mensuelle d'eau prélevée sur le réseau d'eau potable est limitée à 170 m³ ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

Ce dispositif doit être relevé hebdomadairement.

Ces résultats doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

2.1.2. Protection des ressources en eau

Les branchements d'eaux potables sur la canalisation publique sont munis d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

2.2. COLLECTE DES EFFLUENTS AQUEUX

2.2.1. Réseaux de collecte des effluents liquides

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.

Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

2.2.2. Collecte des eaux pluviales

Les eaux pluviales collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit être étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.

2.3. TRAITEMENT DES EFFLUENTS AQUEUX

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

2.4. REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

2.4.1. Caractéristiques des points de rejets

Le nombre de points de rejet est limité à un pour les eaux pluviales.

Les eaux pluviales en provenance du site sont traitées dans un décanteur-déshuileur.

Le rejet des eaux de lavage dans le milieu naturel est interdit. Ces eaux sont traitées sur la station d'épuration de la ville de Toulouse.

2.4.2.Rejets dans les eaux souterraines

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié, les rejets directs ou indirects de substances sont interdits dans les eaux souterraines.

2.4.3.Valeurs limites des rejets

Les eaux pluviales rejetées dans le réseau d'eaux pluviales communal doivent par ailleurs respecter les valeurs limites définies à l'annexe 1.

2.5. SURVEILLANCE DES REJETS

2.5.1.Prélèvements d'effluents

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives du rejet et de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2.5.2. Contrôles

Il peut être procédé à l'initiative de l'inspecteur des installations classées et à la charge de l'exploitant à des contrôles inopinés sur des échantillons prélevés aux points de prélèvement.

En cas d'accident ou d'incident ou de pollution importante du milieu récepteur, des analyses particulières peuvent être demandées à l'exploitant.

2.6. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'établissement doit respecter les dispositions suivantes :

- trois piézomètres, au moins, doivent être implantés sur le site de l'usine (1 en amont et 2 en aval hydraulique). Leur implantation doit être définie en accord avec l'hydrogéologue agréé.
- une fois par semestre, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe.
- l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation : conductivité, pH, DCO, métaux lourds et chlorures. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En cas de risque de pollution des sols, une surveillance des sols appropriée est mise en œuvre sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Sont obligatoirement précisés la localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer.

2.7. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

2.7.1.Généralités

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

2.7.2.Canalisation de transport de fluides

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique des produits qu'elles contiennent.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement ne doivent pas être enterrées.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés

permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

2.7.3. Stockages

Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière.

2.7.4. Cuvettes de rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients de produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

3. POLLUTION ATMOSPHERIQUE

3.1. GENERALITES

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (poussières, gaz polluants, odeurs). Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

Prévention des envols de poussières

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement,) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être végétalisées,
- des écrans de végétation doivent être prévus,
- les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de

manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

- le stockage des autres produits en vrac doit être réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent) que de l'exploitation doivent être mises en œuvre.

3.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. Les soupapes doivent fonctionner correctement et être régulièrement étalonnées.

3.3. INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les installations concernées.

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les paramètres nécessaires pour avoir une oxydation complète des gaz de combustion et un rejet atmosphérique conforme aux valeurs fixées dans le paragraphe 3.5 ci-dessous. Pour chacun de ces paramètres il définit également un domaine de sûreté comportant un seuil de niveau haut et bas. Ces paramètres doivent faire l'objet de mesure en continu. Le franchissement d'un des seuils de niveau haut ou bas doit déclencher une alarme auprès du personnel concerné qui met en œuvre les actions correctives permettant de revenir au plus vite dans le domaine de sûreté. La liste de ces paramètres est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures et les franchissements des seuils ainsi que les actions correctives mises en œuvre doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.4. CHEMINEES

Les caractéristiques des cheminées sont fixées dans le tableau ci-dessous :

	hauteur minimale (m)
Cheminée ligne 1	26,00 m
Cheminée ligne 2	26,00 m

Les hauteurs minimales des cheminées sont mesurées par rapport au niveau du sol moyen.

La forme des cheminées, notamment dans la partie la plus proche du débouché, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe est implantée sur chaque cheminée ou conduit en aval de l'installation de traitement des gaz.

Les caractéristiques de cette plate-forme doivent permettre la réalisation des contrôles des gaz rejetés conformément aux normes en vigueur (et en particulier la norme NF X 44052) : mesure des débits et des teneurs en poussières dans chaque section.

3.5. VALEURS LIMITES DE REJETS

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau constituant l'annexe 2 des présentes prescriptions.

3.6. CONTROLES A L'EMISSION

Les rejets à l'atmosphère sont contrôlés selon la périodicité fixée dans le tableau constituant l'annexe 2 des présentes prescriptions. Les contrôles réalisés par un organisme extérieur doivent être effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les contrôles périodiques prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Les appareils et chaînes de mesures mis en œuvre pour les contrôles en continu sont régulièrement vérifiés, étalonnés et calibrés selon les spécifications du fournisseur. Ils sont implantés de manière à :

- ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci,
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment durant la durée des contrôles périodiques.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées :

- dès réception du rapport de mesures pour les contrôles périodiques,
- mensuellement et selon des formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées pour les contrôles permanents.

Cette transmission des résultats est accompagnée des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées. Sont également précisées les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée (niveau de production, taux de charge, ...).

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

3.7. CONTROLES DANS L'ENVIRONNEMENT

3.7.1. Qualité de l'air dans l'environnement

L'exploitant assure la surveillance de la qualité de l'air ou des retombées dans l'environnement de l'établissement. Les modalités et la périodicité de cette surveillance sont définies dans une consigne soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

3.7.2. Analyse du sol et des végétaux

Des prélèvements de sol et de végétaux sont effectués 2 fois par an, automne et printemps. Le choix des points de mesures et la liste des paramètres à analyser sont définis dans une consigne soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

4. DECHETS PRODUITS

4.1. CADRE LEGISLATIF

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise conformément :

- aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (livre V - titre IV du code de l'environnement) ;
- aux orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux et dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

4.2. PROCEDURE DE GESTION DES DECHETS

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets produits par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.3. RECUPERATION - RECYCLAGE - VALORISATION

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles conformément aux dispositions de l'article L 541.1 du code de l'environnement.

4.4. TRANSPORT

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

4.5. ELIMINATION DES DECHETS PRODUITS

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du Livre V - titre 1^{er} du code de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement doivent faire l'objet de traitements spécifiques. Les filières de traitement adoptées doivent respecter le principe de non-dilution.

Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

4.6. DOSSIER D'INFORMATION DU PUBLIC

Conformément aux dispositions du décret du 29 décembre 1993 fixant les modalités du droit à l'information en matière de déchets, l'exploitant doit établir un dossier d'information comportant un rapport annuel d'exploitation.

Ce dossier doit être adressé au Préfet de la Haute-Garonne et au Maire de la commune de TOULOUSE en vue d'une mise à disposition du public dudit dossier.

La composition du dossier d'information est la suivante :

4.6.1. Un dossier de présentation de l'établissement comportant :

- une notice de présentation des installations avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels l'installation a été conçue,
- Les mises à jour de l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation,
- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions du Livre V - titres 1 et 4 du code de l'environnement.

4.6.2. Un rapport annuel d'exploitation comportant :

- la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours,
- la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours,
- un rapport sur la description et les causes des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Ce rapport d'exploitation ainsi que les mises à jour éventuelles du dossier de présentation de l'établissement doivent être adressés chaque année, dans le courant du 1^{er} trimestre suivant l'année, à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et à Monsieur le Maire de la commune de TOULOUSE.

Une copie de ces documents est adressée à l'inspecteur des installations classées.

5. PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

5.1. CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

5.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

5.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.4. NIVEAUX ACOUSTIQUES

Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Jour 7h à 22h	Nuit de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés,
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-100 complétées par les dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité.

5.5. CONTROLES

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

6. SECURITE

6.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'établissement doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Un gardiennage doit être assuré en permanence. Le personnel de gardiennage doit être familiarisé avec les installations et les risques encourus, et recevoir à cet effet une formation particulière. Il doit être équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel, plus particulièrement de celui affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement.

6.2. ACCES, VOIES ET AIRES DE CIRCULATION

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol,

consignes, ...).

Les accès sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments sont accessibles facilement par les services de secours sur au moins 2 façades. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Il est aménagé, autour des bâtiments de l'unité d'incinération, sur au moins leur demi-périmètre, une « voie-engin » (voie accessible aux engins de secours) ayant les caractéristiques suivantes :

- largeur minimale = 3 m,
- force portante = 130 kN,
(40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière avec empattement de 4,50 m),
- rayon intérieur > 11 m, surlargeur = $\frac{15}{R}$ pour un rayon intérieur inférieur à 50 m,
- hauteur libre = 3,50 m
- pente inférieure à 15%

Les sapeurs-pompiers sont accueillis et dirigés, pour toute demande d'intervention, afin d'améliorer l'efficacité des services de secours

6.3. CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS

6.3.1. Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre ou peut compromettre les conditions d'intervention.

Les constructions doivent être prévues pour :

- Isoler les locaux à risques particuliers des autres locaux ou dégagements (salles électriques, transformateurs, locaux contenant des matières dangereuses) par des parois coupe feu de degré 2 heures avec des blocs portes coupe feu de degré 1 heure équipés de ferme portes ;
- Isoler les locaux à risques moyens des autres locaux ou dégagements (archives, magasins, stockages, ateliers,...) par des parois coupe feu de degré 1 heure avec des blocs portes coupe feu de degré 1/2 heure équipés de ferme portes.

6.3.2. Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques,
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

6.3.3. Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation.

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation.

Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, ...).

6.3.4. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégée contre la foudre.

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre les effets de la foudre de certaines installations classées est applicable sur ces installations.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet d'une vérification par un organisme extérieur suivant l'article 5.1 de la norme française C 17 100, dans un délai maximal de deux mois après la mise en service des installations.

6.3.5. Signalisation

L'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliqué conformément à l'arrêté du 4 novembre 1993 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours,
- des stockages présentant des risques,
- des locaux à risques,
- des boutons d'arrêt d'urgence,
- les diverses interdictions.

Des pancartes indestructibles, sont disposées conformément à l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, afin de signaler les dispositifs de secours.

Des consignes de sécurité sont affichées qui mentionnent :

- la conduite à tenir en cas d'incendie,
- les modalités d'appel des services de secours,
- les consignes spécifiques aux types de produits entreposés et utilisés.

6.4. EXPLOITATION

6.4.1. Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Ce dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

La salle de contrôle est située en dehors des zones de sécurité définies au 6.6.

6.4.2. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel d'exploitation de tout incident.

Toute installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite.

6.4.3. Consignes d'exploitation et procédures

Les consignes d'exploitation des unités, stockages et/ou équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique sont obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés.

Ces consignes précisent les modalités en situation normale, transitoire ou de risque.

6.4.4. Fonctions importantes pour la sécurité

Sont appelées fonctions I.P.S (Importantes Pour la Sécurité), les fonctions dont l'efficacité, la disponibilité et la fiabilité sont nécessaires à la prévention, la maîtrise et la lutte de tout accident ou incident susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

Ces fonctions I.P.S comprennent notamment :

- la détection de dérives de paramètres ou de dysfonctionnements d'équipements qui placent les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir ;
- les actions correctives à mettre en place jusqu'à la mise en sécurité des installations suite à la détection d'une dérive d'un paramètre ou d'un dysfonctionnement d'un équipement susceptible de placer les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

L'exploitant établit la liste des fonctions I.P.S pour l'ensemble des installations concernées par le présent arrêté, ainsi que la liste des équipements I.P.S (ou ensembles d'équipements I.P.S) nécessaires pour assurer chaque fonction I.P.S. Ces listes sont établies par l'exploitant, sous sa responsabilité.

Les équipements IPS sont régulièrement surveillés et entretenus. Leur disponibilité et leur fonctionnement normal doivent être testés régulièrement dans les conditions requises, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant, et/ou sauf risque supplémentaire pour l'installation.

L'exploitant définit par consigne écrite la conduite à tenir en cas d'indisponibilité des équipements IPS.

Les opérations de contrôle, de maintenance et de test des équipements IPS sont réalisées suivant des procédures écrites préétablies et les résultats et bilans de ces opérations sont consignés avec les observations relevées dans des registres tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'élaboration, la mise en place et la mise à jour de l'ensemble des documents définis dans ce paragraphe doivent respecter les règles d'assurance de la qualité.

6.4.5. Utilités

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations, ainsi qu'au maintien des installations concourant au respect des normes de rejet.

6.5. MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

6.5.1. Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

6.5.2. Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables, les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.
- de poteaux d'incendie normalisés répartis dans l'usine.

6.5.3. Accès de secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux

conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.

6.5.4. Plan d'intervention

L'exploitant doit fournir aux sapeurs-pompiers les éléments nécessaires à la réalisation d'un plan d'intervention (Plan d'Etablissement Répertoire). A cette fin, il doit prendre contact avec le service Cellule des Risques Naturels et Technologiques du Service Départemental d'Incendie et de Secours (tél : 05.61.06.37.19).

6.6. ZONES DE SECURITE

6.6.1. Définitions

Les zones de sécurité sont constituées par les volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations ou d'incidents, un risque est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

6.6.2. Délimitation des zones de sécurité

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprennent pour le moins les zones de risque incendie, explosion ou toxique.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

6.6.3. Détecteurs d'atmosphère

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dépendant de la nature, de la prévention des risques à assurer (détecteurs d'atmosphère d'incendie, explosive, toxique).

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement de seuil(s) préétabli(s), une alarme sonore et visuelle locale et reportée en salle de contrôle avec localisation des détecteurs ayant déclenché, individuellement ou par zone surveillée.

Tout incident ayant entraîné l'arrêt d'urgence et l'isolement d'une installation ou d'un ensemble d'installations ou d'un ensemble d'installations donnera lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par une personne déléguée à cet effet.

Des contrôles périodiques devront s'assurer du bon état de fonctionnement de l'ensemble du dispositif.

6.6.4. Zones de risques incendie

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risques incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

6.6.4.1. Dégagements

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes s'ouvrent facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare-flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

Les escaliers doivent être encloisonnés par des parois coupe feu de degré 1 heure et recouper les circulations horizontales de grande largeur, tous les 30 mètres par des voies et blocs-portes pare-flamme de degré 1/2 heure, munis d'un ferme-porte.

Les escaliers doivent être encloisonnés dans des cages coupe-feu de degré 1 heure comportant des blocs-portes pare-flamme de degré 1/2 heure équipés de ferme-portes.

Les issues et dégagements mis à la disposition du personnel doivent être laisser libre en permanence. Les matériaux encombrants et/ou combustibles ne sont pas stocker dans les circulations, ainsi qu'au-dessus de celles-ci.

Les dégagements sont réalisés en qualité et quantité conformes aux prescriptions du Code de Travail.

Un éclairage de sécurité conforme à la réglementation en vigueur indiquant le cheminement vers les dégagements et les issues de secours est installé afin de faciliter l'évacuation des personnes en cas d'interruption de fonctionnement de l'éclairage normal.

L'établissement est équipé d'un système d'alarme sonore si des substances ou préparations explosives, comburantes ou extrêmement inflammables ainsi que des matières dans un état physique susceptible d'engendrer des risques d'explosion ou d'inflammation instantanée, sont manipulées ou entreposées.

L'alarme générale est donnée par bâtiment, et le signal sonore d'alarme générale est distinct des autres signaux utilisés dans l'établissement, et est audible en tout point des locaux avec une autonomie minimale de cinq minutes

6.6.4.2. Désenfumage

Le désenfumage est réalisé conformément à la règle R17 de l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommage (A.P.S.A.D).

Le désenfumage du bâtiment est réalisé à concurrence d'au moins 1% de la surface des bâtiments pour la surface totale des sections d'évacuation des fumées, ainsi que pour celle des amenées d'air.

Les escaliers sont munis d'un dispositif de désenfumage naturel ou mécanique.

Les commandes automatiques d'ouverture des exutoires de fumée sont doublées par des commandes manuelles disposées telles qu'elles soient en permanence visibles et accessibles.

Les organes de commande manuelle du système de désenfumage sont signalées par des plaques indicatrices de manœuvre.

6.6.4.3. Prévention - permis feu

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc....).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risque incendie.

Les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, gaz) sont signalés par des plaques indicatrices de manœuvre, clairement identifiées.

Ces organes de coupure doivent être manœuvrables à partir d'un endroit accessible en permanence par les services de secours.

Les fluides (liquides ou gazeux) transportés par des canalisations ou tuyauteries sont identifiés par les couleurs précisées dans la norme NF X 08-100.

Un interrupteur général d'électricité est installé à proximité d'une issue, en façade accessible aux services de secours. Cet interrupteur doit être signalé par une plaque indicatrice indestructible.

6.6.4.4. Moyens internes de lutte contre l'incendie

En complément aux dispositions du paragraphe 6.5.2 ci-dessus, les zones de risque incendie comportent les moyens supplémentaires suivants :

- Deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés NFS 61.213. Ils sont implantés à moins de 200 m des installations. Les règles d'installation définies dans la norme NFS 62.200 doivent être respectées.
- Les Sapeurs-Pompiers doivent pouvoir trouver sur place, en tout temps 240 m³ d'eau utilisable en 2 heures.

Les poteaux d'incendie de 100 mm doivent respecter les règles d'installation définies dans la norme NFS 62.200.

- Des extincteurs portatifs de nature et de capacité appropriée aux risques présentés doivent être implantés. En l'absence de risques particuliers, est réparti un extincteur portatif à eau pulvérisée, de 6 litres au minimum par 200 m² de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau, conformément à l'article R.232 12 17 du Code du Travail.
- Un réseau de robinets d'incendie armés de diamètre nominal 40 mm, susceptible de couvrir toute la surface

considérée conformément à la règle R5 de l'A.P.S.A.D est implanté. Une vanne clairement identifiée, située en amont du réseau et protégée contre le gel, permet d'isoler ce réseau en cas de besoin.

Il est installé un système de détection incendie de flammes ou de fumées relié à l'alarme sonore du bâtiment (alarme de type I).

6.6.5. Zone de risque d'atmosphère explosive

6.6.5.1. Définition et délimitation

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

6.6.5.2. Conception générale des installations

Les installations comprises dans ces zones sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement font l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

La coupure du gaz est asservie à la mesure d'explosivité.

6.6.5.3. Matériel électrique

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive définies au 6.6.5.1.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état.

Le matériel électrique doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

TITRE 2

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A CERTAINES ACTIVITES

Les prescriptions particulières du titre 2 s'ajoutent aux prescriptions générales pour les installations concernées

7. STOCKAGE ET EMPLOI DE CHARBON ACTIF

7.1.

Les prescriptions du paragraphe 6.6 s'appliquent aux installations de stockage, d'emploi du charbon actif ainsi qu'aux opérations de chargement du silo.

7.2.

Le silo est équipé d'un événement d'explosion correctement dimensionné, positionné et muni d'un obturateur de faible résistance. La dimension de cet événement doit pouvoir être justifiée à tout moment par une note de calcul tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'emplacement de cet événement est tel qu'en cas d'ouverture, il n'y a aucun risque d'atteinte au personnel.

Une vanne éclose située en pied de silo permet d'isoler la ligne d'alimentation située en aval et la propagation de la flamme en cas d'explosion dans le silo.

7.3.

Le silo est équipé d'une sonde de température permettant de détecter toute élévation de température avec report d'alarme.

Le silo est équipé d'un capteur de niveau bas avec alarme. Cette alarme est reportée en salle de contrôle. Le déclenchement de cette alarme entraîne l'arrêt de l'injection des déchets à incinérer.

Un dispositif d'injection de gaz inerte (CO₂) permet d'inertiser le ciel du silo en cas d'élévation anormale de la température.

7.4.

Les dispositions sont prises pour éviter tout échauffement anormal des machines, moteurs, vis sans fin.

Il est interdit d'emmagasiner à proximité du silo d'autres produits inflammables ou combustibles.

7.5.

L'ensemble des éléments de l'installation, silo, éléments de transport pneumatiques, vis sans fin, véhicule citerne de chargement sont interconnectés électriquement et mise à la terre, notamment avant toute opération de dépotage.

Les manches du filtre à manches du silo sont antistatiques.

7.6.

Les opérations de dépotage ne doivent se faire qu'en présence d'un opérateur compétent et suivant une procédure validée et tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'UNITE D'INCINERATION

8.1. DECHETS ADMISSIBLES ET PROVENANCE

Seules peuvent être acceptées les boues centrifugées et les graisses produites par la station d'épuration de la ville de Toulouse.

8.2. CAPACITE DE TRAITEMENT

Le tonnage maximum annuel autorisé à être traité en situation normale est de 8 000 tonnes de matières sèches par an.

En cas de difficulté d'élimination des boues en agriculture ou des graisses, le dépassement de ce tonnage annuel ne peut être autorisé qu'après l'accord du service chargé de la police des eaux sur présentation d'un dossier de demande accompagné des justificatifs techniques, financiers ou administratifs.

8.3. REGISTRES

L'exploitant tient un registre des entrées qui contient les informations suivantes :

- la date de réception
- la quantité de déchets traités par nature (boues, graisses)

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.4. INTRODUCTION DES DECHETS

8.4.1. Reprise et transport des boues déshydratées

Les boues destinées au traitement d'incinération sont directement pompées dans l'unité existante dénommée "cale à boues".

Ces boues épaissies sont acheminées par canalisation fermée vers l'unité de déshydratation spécifique située à proximité des incinérateurs. Cette unité de déshydratation est constituée de 3 centrifugeuses (dont une en secours) d'une capacité de 1 T matières sèches/heure chacune.

Les boues déshydratées sont ensuite directement orientées par pompage vers les unités d'incinération et ceci sans stockage intermédiaire.

8.4.2. Stockage des boues déshydratées

Un silo de 90 m³ permet de recevoir les boues déshydratées en cas d'arrêt d'un des incinérateurs. Celles-ci peuvent être orientées vers le 2^{ème} incinérateur restant en fonctionnement.

8.4.3. Reprise et transport des graisses

Les graisses pré-épaissies provenant des séparateurs à flottants existants peuvent être égouttées si nécessaire. Les graisses sont refoulées vers les trémies de gavage des pompes d'alimentation des unités d'incinération.

Un dispositif de mélange est prévu avant introduction dans le four ; ce dispositif est conçu pour que le four ne soit jamais alimenté seulement en graisses.

8.4.4. Introduction du sable

Le sable est introduit dans le réacteur par une tuyauterie latérale. Le transport est effectué par voie pneumatique à partir d'une trémie de chargement. Cet apport est réalisé sans arrêt du four.

8.5. INCINERATION DES DECHETS

L'unité est constituée de deux lignes d'incinération de capacité unitaire nominale de traitement de 7 000 T matières sèches/an.

Aucune incinération de déchet ne doit avoir lieu si les conditions suivantes ne sont pas respectées :

8.5.1. Conditions d'incinération

Les gaz provenant de la combustion des déchets doivent être portés, même dans les conditions les plus défavorables, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène à une température d'au moins 850° C pendant au moins deux secondes en présence d'au moins 6 % d'oxygène mesuré sur gaz sec, dans les conditions réelles de fonctionnement.

Les fours sont équipés de brûleurs d'appoint et d'autres systèmes adaptés tels que des injecteurs. Ces équipements doivent entrer en fonction automatiquement dès que la température des gaz de combustion descend en dessous de 850°C.

Les brûleurs d'appoint sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température minimale susmentionnée pendant ces opérations.

8.5.2. Contrôles des conditions d'incinération

La température des gaz, dans la zone où sont respectées les conditions définies à l'article 8.5.1 ci-dessus, est mesurée et enregistrée en continu. Le dépouillement de l'enregistrement de ces contrôles est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

8.5.3. Alimentation en combustible d'appoint

Les réseaux d'alimentation en combustible d'appoint des fours doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...).

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les fours est aussi réduit que possible.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des fours. Ce dispositif doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque four au plus près de celui-ci. Les organes de sectionnement à distance sont soit manœuvrables manuellement soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes doit être signalée au personnel d'exploitation.

Les installations comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des installations et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

8.5.4. Sûreté de fonctionnement

L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les paramètres nécessaires pour avoir une incinération optimale et sans risque des déchets respectant notamment les conditions définies dans le présent arrêté.

Pour chacun de ces paramètres il définit également un domaine de sûreté comportant un seuil de niveau haut et bas. Ces paramètres doivent faire l'objet de mesure en continu. Le franchissement d'un des seuils de niveau haut ou bas doit déclencher une alarme auprès du personnel concerné qui met en œuvre les actions correctives permettant de revenir au plus vite dans le domaine de sûreté.

La liste de ces paramètres est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures de ces paramètres et les franchissements des seuils ainsi que les actions correctives mises en œuvre doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.6. RESIDUS DE L'INCINERATION DES DECHETS

8.6.1. Mâchefers

Les mâchefers issus de l'incinération des déchets doivent être éliminés dans un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés.

Ces mâchefers sont stockés dans un silo.

La valorisation des mâchefers en technique routière ou incorporation dans les bétons, ne pourra être envisagée qu'après dépôt d'un dossier de demande et accord préalable de Monsieur le Préfet.

8.6.2. Résidus d'épuration des fumées

Les résidus d'épuration des fumées recueillies au niveau des filtres, doivent être stockées dans des silos de stockage.

Ils ne peuvent être éliminés que dans un centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

8.6.3. Contrôles des résidus de l'incinération des déchets

Une analyse, au moins une fois par trimestre, des différents résidus de l'incinération des déchets est effectuée sur un échantillon composite. En particulier, un test de lixiviation est réalisé conformément au protocole défini par la norme X31.210. Les analyses portent notamment sur la fraction soluble, les teneurs en métaux lourds et le COT. La teneur en imbrûlés dans les mâchefers est contrôlée chaque trimestre. Le résultat de ces analyses est transmis, périodiquement, à l'Inspecteur des Installations Classées.

8.6.4. Transport

Le transport des résidus de l'incinération entre le lieu de production et les centres de stockage doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.

8.7. MISE EN SERVICE DE L'INCINERATEUR

A la mise en service des fours, une campagne de mesure complète doit être effectuée afin de s'assurer du fonctionnement conforme des installations dans les conditions d'exploitation les plus défavorables envisagées.

Seront notamment vérifiés :

- le temps de séjour et la température de 850°C dans les fours
- les valeurs limites de rejets de polluants

Les résultats de cette campagne sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dès réception.

19 JAN. 2001 N° 011

ANNEXE 1

VALEURS LIMITES DES REJETS D'EAUX PLUVIALES

Température < 30 °C - pH compris entre 5.5 et 8.5

 Le Préfet

Hubert FOURNIER

PARAMETRES	Concentration sortie usine en mg/l
Matières en suspension	30
Demande chimique en oxygène	150
Hydrocarbures totaux	5

19 JAN. 2001

Le Préfet

Hubert FOURNIER

ANNEXE 2

VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'AIR pour chaque four d'incinération

débit volumétrique des gaz résiduaires : 11 600 Nm³/h - mesure en continu (1)

vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée : > 12 m/s

PARAMETRE	Concentration en mg/Nm ³ Valeur limite en moyenne journalière (1)	Concentration en mg/Nm ³ Valeur limite en moyenne sur une demi-heure (1)	Flux en g/jour Valeur limite en moyenne journalière	Flux en g/h Valeur limite en moyenne une demi-heure	autosurveillance mesure en continu	Nombre de contrôles annuels par organisme agréé ou spécialisé
Poussières totales	10	30	2780	340	oui (4)	4
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en C.O.T.	10	20	2780	230		2
Chlorure d'hydrogène - HCl	10	60	2780	690	oui (4)	4
Fluorure d'hydrogène - HF	1	4	278	45		2
SO ₂	50	200	13920	2320		2
Oxydes d'azote (NO ₂)	200		55680			2
CO	50	150	13920	1740	oui	2
Ammoniac (NH ₃)	10		2780			2
Cadmium et Thallium et composés (Cd + Tl)	0,05 (2)		14			2
Mercure et composés (Hg)	0,05 (2)		14			2
Total des autres métaux lourds Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te	0,5 (2)		139			2
Total des autres métaux lourds Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Se+Te+Zn	5 (2)		1392			2
O ₂					oui	4
Teneur en vapeur d'eau (H ₂ O)					si nécessaire	4
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³ (3)		0,028 mg/jour			1

(1) Le débit volumétrique des gaz résiduaires est exprimé en m³/h rapporté à des conditions normalisées de température (273° kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les différentes valeurs limites d'émission exprimées ci-dessus sont exprimées en mg/m³ sur gaz sec et sont rapportées à une teneur en O₂ dans les gaz résiduaires de 11 % après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

(2) La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces valeurs moyennes s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(3) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 10 octobre 1996 (ng/Nm³ TEQ : Toxicité Equivalente en 2,3,7,8 tétrachlorodibenzodioxine TCDD). La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

(4) Pour la surveillance en continu des poussières et du chlorure d'hydrogène telle que prévue dans le tableau ci-dessus :

- aucune moyenne mobile sur sept jours des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser la valeur limite de concentration mentionnée dans le tableau ci-dessus,
- aucune moyenne journalière des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser de plus de 30 % la valeur limite de concentration mentionnée dans le tableau ci-dessus,

Ces moyennes sont calculées en tenant compte uniquement des heures de fonctionnement effectif de l'installation y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.